

coordination des positions dans le cadre des pourparlers cruciaux sur la réduction des armes conventionnelles à Vienne et dans les négociations des superpuissances sur les armements stratégiques à Genève. L'OTAN joue un rôle autant politique que militaire et fait partie intégrante de l'infrastructure diplomatique de l'Ouest.

Il s'est dégagé clairement de mes conversations avec le Président Gorbatchev que ni l'un ni l'autre camp estime opportun d'abandonner leurs alliances à l'heure actuelle. Il a fait comprendre, en effet, que ce serait imprudent de modifier les alliances ou les institutions, car cela pourrait déstabiliser les relations Est-Ouest au moment où la région traverse une période de changements convulsifs.

Afin de réduire le niveau des armements des deux côtés, il est essentiel qu'ils puissent acquérir une plus grande confiance en ce qui concerne leurs intentions réciproques. C'est pourquoi j'ai proposé la tenue à Ottawa de la Conférence sur le libre survol des territoires, dont le début a été fixé au 12 février 1990.

Pour notre part, nous avons fait valoir que nous reconnaissons que c'est au peuple soviétique de déterminer comment il veut réformer sa propre société, que nous comprenons très bien ce que M. Gorbatchev tente de faire et que nous l'appuyons activement en cela. Nous sommes convaincus qu'il est dans l'intérêt de tous, y compris du nôtre, que les réformes de M. Gorbatchev réussissent, et nous réagissons à celles-ci de façon constructive.

M. Gorbatchev a fait valoir très clairement que l'URSS ne cherche pas à obtenir une aide directe de l'Ouest. Ce qu'elle a dit souhaiter en ce qui concerne le Canada sont des rapports de coopération utiles aux deux pays dans les domaines politique, économique et technologique, parce que tous les deux possèdent de nombreuses similitudes naturelles, et aussi parce que le Canada possède de l'expérience dans la résolution des nombreux problèmes auxquels l'URSS s'attaque sérieusement.

Ainsi, les 14 accords de gouvernement à gouvernement signés plus tôt cette semaine -- portant sur des domaines allant des affaires internationales à l'Arctique, à l'environnement, aux échanges militaires et à la coopération culturelle jusqu'au secteur économique -- de même que la création du Conseil commercial Canada-URSS, constituent une base solide pour le genre de relation que nous voulons. Les projets, d'une valeur d'un milliard ou plus, annoncés mercredi par les compagnies canadiennes et soviétiques représentent un élément extrêmement important de cette nouvelle relation.